

2006

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

**L'aide alimentaire
pour la sécurité alimentaire?**



Photos de la page 3: *Toutes les photos proviennent de la Médiabase de la FAO.*

Pour se procurer les publications de la FAO, s'adresser au:

GROUPE DES VENTES ET DE LA COMMERCIALISATION
Division de l'information
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie

Courriel: publications-sales@fao.org
Télécopie: (+39) 06 57053360
Site Web: <http://www.fao.org/catalog/inter-e.htm>

2006

Collection FAO: Agriculture N° 37

ISSN 0251-1460

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

Produit par la
Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques
Division de l'information
FAO

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les appellations employées et la présentation des données sur les cartes n'impliquent de la part de la FAO aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires ou zones maritimes, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La mention ou l'omission de sociétés précises, de leurs produits ou de leurs marques, n'implique aucun appui ou jugement de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

ISBN 978-92-5-205600-3

Tous droits réservés. Les informations ci-après peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au:

Chef de la
Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques,
Division de l'information,
FAO,
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie
ou, par courrier électronique, à:
copyright@fao.org

Tables des matières

Avant-propos	vi
Remerciements	ix
Sigles	xi
Note explicative	xiii

PREMIÈRE PARTIE

L'aide alimentaire pour la sécurité alimentaire?

1. Introduction et vue d'ensemble	3
Aide alimentaire et sécurité alimentaire	4
Tour d'horizon et résumé du rapport	6
2. Cadrage du débat	13
Programmation de l'aide alimentaire	13
Gouvernance en matière d'aide alimentaire	19
L'aide alimentaire dans le contexte de la sécurité alimentaire	26
Conclusions	38
3. Divergences économiques autour de l'aide alimentaire	40
Moyens d'existence et aide alimentaire	41
L'aide alimentaire crée-t-elle une «dépendance»?	43
L'aide alimentaire fragilise-t-elle l'agriculture locale?	46
L'aide alimentaire perturbe-t-elle les échanges commerciaux?	54
Conclusions	55
4. L'aide alimentaire dans les interventions d'urgence	59
Situations d'urgence soudaines	60
Situations d'urgence à développement lent	64
Crises complexes et prolongées	69
Conclusions	76
5. Les lacunes en matière de politiques dans les situations d'urgence complexes	78
Les lacunes dans les politiques	78
Les défis en matière de prise de décision et d'intervention	79
Améliorer les prises de décision et les mesures d'intervention	83
Conclusions	92
6. Conclusions	93

DEUXIÈME PARTIE

Aperçu mondial et régional: faits et chiffres

1. Tendances en matière de sous-alimentation	101
2. Situations d'urgence et aide alimentaire	103
3. Assistance extérieure à l'agriculture	107
4. Production agricole, animale et vivrière	109
5. Disponibilités céréalières mondiales	113
6. Tendances des cours des produits de base	115
7. Commerce des produits agricoles	119
8. Pêches: production, utilisation et commerce	123
9. Forêts	127

TROISIÈME PARTIE

Annexe statistique

Notes concernant les tableaux en annexe	131
Tableau A1 Pays et territoires utilisés à des fins statistiques dans la présente publication	136
Tableau A2 Sécurité alimentaire et nutrition	138
Tableau A3 Production et productivité agricoles	142
Tableau A4 Indicateurs de la population et de la population active (2004)	147
Tableau A5 Utilisation des terres	153
Tableau A6 Indicateurs commerciaux	159
Tableau A7 Indicateurs économiques	164
Tableau A8 Productivité totale des facteurs	170
<hr/>	
Références	175
Chapitres spéciaux de <i>La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture</i>	183
Titres choisis	185

CONTRIBUTION SPÉCIALE

La souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation doivent guider la réforme de l'aide alimentaire: le point de vue de la société civile	96
--	----

TABLEAU

1. Aide alimentaire en céréales, juillet/juin	103
---	-----

ENCADRÉS

1. Définition de l'aide alimentaire	14
2. Une perte d'efficacité imputable à l'aide alimentaire liée	20
3. Évolution de l'aide alimentaire, de l'écoulement des excédents à l'assistance alimentaire	22
4. Le livre blanc de CARE-USA sur les politiques d'aide alimentaire	28
5. L'insécurité alimentaire dans les contextes de crise	30
6. Le ciblage	34
7. Le risque moral à l'échelle d'une communauté	42
8. Dépendance et secours humanitaires	47
9. Quelques expériences d'achats locaux par le Programme alimentaire mondial	48
10. Vivres-contre-travail et production agricole locale	52
11. L'aide alimentaire au service du développement des marchés	53
12. Les impacts de l'aide alimentaire sur les modes de consommation	57
13. Exemple de la sécheresse dans la corne de l'Afrique, 2005-2006	72
14. Transformation et résilience potentielle des systèmes alimentaires dans les conflits des monts Nuba	74
15. L'insuffisance chronique des financements débloqués pour ces crises	76
16. Le PAM et le Projet de renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence	81
17. La réforme humanitaire des Nations Unies, 2005	90

FIGURES

1. Pays confrontés à une crise alimentaire appelant une aide extérieure, octobre 2006	6
2. Volume total de l'aide alimentaire et prix des céréales, 1970-2005	15
3. Niveaux de l'aide alimentaire en céréales, par donateur, 1970-2005	16
4. Recettes de l'aide alimentaire en céréales, par région bénéficiaire, 1988-2005	16
5. Principaux bénéficiaires de l'aide alimentaire céréalière, 2001-2005	18
6. Aide alimentaire en céréales par catégorie, 1978-2005	19
7. Affronter la vulnérabilité: le rôle de l'aide alimentaire dans la protection sociale	32
8. Les impacts économiques de l'aide alimentaire	41
9. Effets des transferts d'aide alimentaire sur le bien-être	54
10. Besoins de financement et contributions	82
11. Tableau de référence du Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire	86
12. Analyse de la situation en Somalie, projections pour la période postérieure à la campagne Deyr 2005/06, janvier 2006	89
13. Population sous-alimentée, par région, 2001-2003	101
14. Population sous-alimentée, en pourcentage par région, 2001-2003	102
15. Évolution du nombre de personnes sous-alimentées dans les pays en développement, par région	102
16. Évolution en pourcentage de personnes sous-alimentées dans les pays en développement, par région	103
17. Bénéficiaires d'une aide alimentaire	104
18. Évolution à long terme de l'aide extérieure à l'agriculture, 1975-2003	107
19. Engagements relatifs à l'aide extérieure à l'agriculture par grande région bénéficiaire	108
20. Variation dans le monde de la production agricole et animale totale et par habitant	109
21. Variation de la production végétale et animale	110
22. Tendances à long terme de la production vivrière par habitant, par région et par groupe de pays	112
23. Production et utilisation mondiales de céréales	113
24. Stocks céréaliers mondiaux et rapport stocks/utilisation	114
25. Cours des produits de base: tendances	115
26. Variations annuelles de la valeur des exportations agricoles mondiales	119
27. Exportations agricoles mondiales	120
28. Exportations et importations agricoles par région et par groupe de pays	121
29. Production mondiale de poisson – Chine et reste du monde	124
30. Exportations et importations de produits de la pêche, pays développés et pays en développement	125
31. Disponibilités par personne de poisson de capture et d'aquaculture, Chine et reste du monde	126
32. Production mondiale de bois rond, 1966-2004	127
33. Production de bois rond, pays développés et pays en développement, 1966-2004	128

Avant-propos

Aucun être doué de conscience ne peut nier qu'il y a un impératif moral à venir en aide aux personnes qui sont dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins alimentaires; de fait, l'aide alimentaire est une des formes les plus anciennes d'aide étrangère. Pourtant, nombre d'observateurs avisés se demandent aujourd'hui si l'aide alimentaire contribue véritablement à promouvoir la sécurité alimentaire et si, dans le fond, elle ne fait pas plus de mal que de bien. *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2006* examine les questions, parfois controversées, liées à l'aide alimentaire et tente de déterminer comment l'aide alimentaire peut – ou non – contribuer à renforcer durablement la sécurité.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que 854 millions de personnes dans le monde n'ont pas accès à une nourriture suffisante pour mener une existence active et vivre en bonne santé. Ces chiffres n'ont guère évolué depuis le début des années 90. Chaque année, le Programme alimentaire mondial (PAM) fournit une aide alimentaire d'urgence à des millions de personnes – 73 millions au total pour la seule année 2005 – et le nombre des bénéficiaires s'accroît rapidement à mesure qu'augmentent l'ampleur et la fréquence des catastrophes d'origine anthropique ou naturelle.

En dépit de l'ampleur du problème, qui menace la sécurité alimentaire mondiale, l'aide alimentaire demeure très modeste par rapport à la production mondiale, et représente à peine quelque 10 millions de tonnes par an en moyenne, soit moins de 2 pour cent des exportations mondiales de céréales, et moins de 0,5 pour cent de la production mondiale. L'aide alimentaire a considérablement évolué ces dernières années. Il y a encore une dizaine d'années, l'aide alimentaire était fournie pour l'essentiel au titre d'accords bilatéraux entre États et vendue sur le marché des pays bénéficiaires. Aujourd'hui, elle est distribuée directement, pour près de 75 pour cent, aux

populations qui souffrent de la faim, dans le cadre d'opérations de secours d'urgence ou de projets de lutte contre la faim chronique.

On considère, à juste titre, que l'aide alimentaire sauve des millions de vies humaines. De fait, dans bien des cas, l'aide alimentaire est malheureusement la seule chose qui puisse sauver d'une mort certaine les enfants victimes de la famine. C'est parfois la seule ressource disponible pour empêcher qu'un séisme ou un ouragan ne plonge des communautés entières dans une crise humanitaire. Dans certains cas, l'aide alimentaire peut donner le «petit coup de pouce» qui permettra à une fillette de continuer d'aller à l'école, de briser le cercle vicieux de la pauvreté et d'éviter qu'elle ne se transmette d'une génération à l'autre.

Pourtant, l'aide alimentaire fait aussi l'objet de fréquentes critiques: on lui reproche d'être dictée par les donateurs et de servir davantage leurs intérêts que ceux des bénéficiaires. Pour justifier leur position, les détracteurs de l'aide alimentaire font remarquer que le volume de l'aide alimentaire distribuée d'année en année varie de manière inversement proportionnelle aux prix mondiaux: il augmente quand les approvisionnements sont abondants et les prix faibles, et diminue lorsque les réserves alimentaires sont limitées et les prix élevés – alors que c'est précisément à ce moment-là que l'aide alimentaire est la plus nécessaire.

D'autres détracteurs avancent que l'aide alimentaire engendre une «dépendance» chez les bénéficiaires, qui n'assument plus leur responsabilité et ne cherchent plus à assurer leur sécurité alimentaire par leurs propres moyens. Des études empiriques montrent à cet égard que les flux d'aide alimentaire sont généralement insuffisants ou trop imprévisibles pour que les bénéficiaires en soient dépendants, et que les affirmations relatives à cette «dépendance» sont sans fondement. De fait, les populations doivent pouvoir compter sur l'aide alimentaire lorsqu'elles sont dans

l'impossibilité de se procurer par leurs propres moyens de quoi se nourrir.

Les spécialistes du développement s'inquiètent depuis longtemps de la menace que l'aide alimentaire importée fait peser sur le développement agricole local.

L'aide alimentaire, si elle n'est pas gérée correctement, peut entraîner la baisse et la déstabilisation des prix pratiqués sur les marchés locaux et mettre en danger les moyens d'existence des producteurs et des commerçants locaux, dont dépend la sécurité alimentaire durable. Des études montrent que ces effets déstabilisateurs sont particulièrement importants lorsque l'aide alimentaire est distribuée au mauvais moment, ou lorsqu'elle ne cible pas les ménages dans le besoin.

Si l'on dispose de nombreuses données attestant des effets de l'aide alimentaire sur les prix locaux, rien n'indique en revanche qu'elle entraîne une forte réduction de la production vivrière dans les pays bénéficiaires. Cela est dû au fait que la production dans nombre de ces pays dépend davantage des aléas du climat et autres facteurs plutôt que d'une réponse à une requête potentielle. En outre, les consommateurs qui peuvent acheter des produits préfèrent les produits locaux y compris lorsque ils ont accès à l'aide alimentaire au même prix. Dans certains cas, l'aide alimentaire peut même aider les producteurs affectés à conserver leurs moyens de production essentiels en période de crise, ce qui leur permet de reprendre la production plus rapidement une fois la crise passée.

On s'accorde aussi à reconnaître depuis longtemps que l'aide alimentaire peut avoir un effet de déplacement du commerce. En effet, si la vente de l'aide alimentaire sur le marché local présente des avantages potentiels pour les pays bénéficiaires, dans la mesure où elle leur permet d'économiser leurs précieuses ressources en devises, nombre d'exportateurs y voient une forme de concurrence déloyale. Cette question a d'ailleurs suscité d'âpres débats lors du Cycle de Doha des négociations commerciales multilatérales organisées sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Des études montrent que l'aide alimentaire a effectivement un effet de

déplacement partiel sur les importations des pays bénéficiaires. Cet effet de déplacement du commerce, lorsqu'il s'agit d'un phénomène de courte durée, peut en fait contribuer à dynamiser le commerce dans le long terme, en stimulant éventuellement la demande de produits alimentaires plus variés. L'aide alimentaire bien ciblée à l'intention des ménages vivant dans l'insécurité et des personnes dans le besoin peut minimiser l'effet de déplacement.

L'obtention de l'aide alimentaire directement dans les pays ou régions qui en ont besoin a été proposée comme une solution possible aux problèmes que soulève l'importation de denrées alimentaires en provenance des pays donateurs. En 2005, près de 15 pour cent de l'aide alimentaire a été achetée au niveau local ou régional. À l'évidence, cette approche peut contribuer à la réduction des coûts – en argent et en temps – liés à l'acheminement de l'aide alimentaire, et pourrait favoriser la mise en place de circuits locaux de production et de distribution; toutefois, il ne faut pas perdre de vue les dangers potentiels de telles opérations: elles peuvent en effet entraîner des distorsions du marché et une hausse des prix des produits alimentaires que les consommateurs pauvres qui ne reçoivent aucune aide alimentaire sont contraints d'acheter.

L'aide alimentaire est généralement indispensable pour faire face aux situations d'urgence humanitaire. Cela étant, la gestion de l'aide alimentaire en période de crise est très controversée. L'aide alimentaire est le plus souvent la principale réponse aux problèmes alimentaires des populations touchées par de telles crises, y compris lorsque les approvisionnements alimentaires demeurent par ailleurs abondants, dans la mesure où elle est souvent la seule source d'alimentation accessible. L'assouplissement des modalités de financement et de programmation des interventions d'urgence et l'amélioration de l'information, de l'analyse et du suivi des besoins permettraient dans une très large mesure d'atténuer les souffrances des populations et d'économiser des ressources limitées. La mise en œuvre d'interventions plus rapides assorties de ressources suffisantes contribuerait par ailleurs à atténuer bon

nombre de problèmes liés à l'insécurité alimentaire avant qu'ils ne se transforment en véritables urgences appelant des interventions de très grande ampleur (et donc beaucoup plus coûteuses).

Enfin, il ne faut pas oublier que plus de 90 pour cent de la population sous-alimentée du monde souffrent de la faim de manière chronique. Pour toutes ces personnes, la faim est un fardeau quotidien qui n'a de caractère d'urgence que pour elles. L'aide alimentaire pourrait donc constituer un élément essentiel d'un dispositif de protection sociale qui garantirait aux personnes trop pauvres ou trop malades pour subvenir à leurs besoins alimentaires le respect de leur droit à l'alimentation. L'aide alimentaire peut être d'une très grande utilité dans certaines situations – notamment lorsqu'elle s'inscrit dans le cadre de programmes d'alimentation complémentaire ou d'activités vivres-contre-éducation –, elle n'est pas toujours la solution la plus efficace ou la mieux adaptée.

Globalement, le rapport indique que l'aide alimentaire peut contribuer à la sécurité alimentaire, en période d'urgence et de faim chronique, à condition d'être gérée correctement. La plupart des critiques formulées à l'encontre de l'aide alimentaire et des questions qu'elle soulève – dépendance, effet dissuasif sur la production, déplacement du commerce – touchent en grande partie à la façon dont cette aide est programmée et gérée. Lorsque l'aide alimentaire est fournie au mauvais moment ou mal ciblée, le risque qu'elle ait des conséquences néfastes imprévues s'accroît. Dans nombre de cas, l'aide alimentaire s'impose parce qu'elle constitue la seule source de nourriture disponible, et non parce qu'elle est la meilleure solution. La lutte contre l'insécurité alimentaire exige davantage de ressources plus facilement adaptables. Il faut faire preuve de plus de créativité et concevoir des interventions axées sur la sécurité alimentaire qui soient plus efficaces, tout en réduisant au minimum leurs effets potentiellement néfastes. Toutefois, dans la mesure du possible, il «vaudrait mieux apprendre aux gens à pêcher que de leur donner du poisson». Dans le long terme, l'accent devrait être placé sur les mesures de prévention visant une

meilleure sécurité et une augmentation de la productivité, au lieu d'attendre que les crises n'obligent à faire appel d'urgence à une aide alimentaire qui à ce moment-là serait la seule option pour sauver les enfants et les mères victimes de la famine.

L'aide alimentaire ne peut suffire à elle seule à venir à bout des causes profondes de la faim chronique et de la malnutrition: le manque d'investissement dans l'infrastructure rurale (en particulier la maîtrise de l'eau à petite échelle, le réseau routier rural, les facilités d'entreposage, etc.) la faible productivité de l'agriculture et du travail, qui limitent le pouvoir d'achat des ménages pauvres, les dysfonctionnements des marchés, qui entraînent la hausse du coût réel des produits alimentaires, dont les pauvres sont les premières victimes, l'accès insuffisant des pauvres au crédit et à l'assurance, l'exclusion sociale et la discrimination dans ses diverses manifestations sont autant de problèmes fondamentaux qu'il convient de corriger si le monde veut atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement qui est celui de réduire de moitié la faim et l'extrême pauvreté avant 2015.



Jacques Diouf
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO

Remerciements

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture a été préparé par la Division de l'économie agricole et du développement de la FAO, sous la direction et la supervision générale de Prabhu Pingali, Directeur de la Division. L'équipe chargée de l'établissement du rapport 2006 était dirigée par Terri Raney, économiste principale et rédactrice, et composée de Colin Andrews, André Croppenstedt, Emilia Rinaldi, Slobodanka Teodosijevic et Mette Wik. Stella di Lorenzo et Paola di Santo ont assuré le secrétariat et les tâches administratives.

La **Première partie**, «L'aide alimentaire pour la sécurité alimentaire?» a été rédigée par Terri Raney avec l'assistance de Colin Andrews et Mette Wik, et tient compte des avis et conseils reçus de nombreux fonctionnaires de la FAO, d'autres organisations internationales et de plusieurs experts indépendants. D'autres documents de fond ont été préparés par Titus Awokuse, de l'Université du Delaware, Christopher Barrett, de la Cornell University, et Sarah Lowder, qui a rejoint depuis la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique. Les contributions du PAM dans la préparation et l'analyse de ce rapport sont amplement appréciées.

Ce rapport s'inspire en grande partie des documents préparés en prévision de «l'Atelier international Sécurité alimentaire et crises dans les pays affectés par des urgences complexes», organisé par la Division de l'économie agricole et du développement à Tivoli (Italie) du 23 au 25 septembre 2003. Il s'appuie également sur les documents établis à l'intention des participants à la consultation informelle d'experts sur l'aide alimentaire dans le contexte du Cycle de Doha des négociations commerciales de l'OMC, organisée par la Division des produits et du commerce international de la FAO les 27 et 28 janvier 2005 au siège de la FAO à Rome, Italie. Les documents sur les dispositifs de protection sociale et l'aide alimentaire préparés pour le compte du «Groupe de travail

intergouvernemental de la FAO chargé d'élaborer un ensemble de directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale» ont également été pris en compte.

Les personnes suivantes ont rédigé certaines parties du rapport ou effectué des recherches de fond: Luca Alinovi, Colin Andrews, Titus Awokuse, Christopher Barrett, Sumiter Broca, Benjamin Davis, Margarita Flores, Ali Gurkan, Günter Hemrich, Panos Konandreas, Yasmeen Khwaja, Sarah Lowder, Prabhu Pingali, Terri Raney, Jacky Sutton et Mette Wik.

Les conseils, observations critiques, commentaires analytiques et modifications de fond reçus de Abdolreza Abbassian, Petros Aklilu, Luca Alinovi, Kym Anderson, Richard China, Alessandro deMatteis, Walter Falcon, Margarita Flores, Kisan Gunjal, Daniel Gustafson, Günter Hemrich, Henri Josserand, Panos Konandreas, Dennis Latimer, Ellen McCullough, Jennifer Nyberg, Prabhu Pingali, Luca Russo, Shahla Shapouri, Andrew Shepherd, Kostas Stamoulis, Randy Stringer, Patrick Webb et Sonali Wickrema ont été particulièrement utiles et très appréciés.

La **Deuxième partie**, «Aperçu mondial et régional: faits et chiffres» a été préparée par Slobodanka Teodosijevic, sous la direction de André Croppenstedt et avec le concours d'Emilia Rinaldi, en collaboration avec la Division de la production et de la santé animales, la Division des produits et du commerce international, la Division de la statistique, le Département des pêches et le Département des forêts.

La **Troisième partie**, «Annexe statistique» a été préparée par Kristian Jakobsen et Emilia Rinaldi avec l'assistance de André Croppenstedt et s'appuie en grande partie sur les données fournies par la Division de la statistique, qui a également préparé le CD-ROM.

L'équipe remercie tout particulièrement le Conseil consultatif externe de *La situation*

mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, composé de Walter Falcon (président), Bina Agarwal, Kym Anderson, Simeon Ehui, Franz Heidhues et Eugenia Muchnik, pour leurs précieux conseils sur la portée et le thème de ce rapport.

Ce rapport n'aurait pu voir le jour sans le travail des éditeurs, des créateurs et des maquettistes de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques de la FAO.

Deux des personnes travaillant régulièrement à la préparation de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* ont quitté l'Organisation cette année: il s'agit de Randy Stringer, ancien Chef du Service du développement agricole, et de Stella di Lorenzo, ancienne secrétaire du Chef de Service du développement agricole. Leurs contributions à la préparation des prochaines éditions de ce rapport vont beaucoup nous manquer.

Sigles et abréviations

APD	Aide publique au développement
CAA	Convention relative à l'aide alimentaire
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
CAP	Processus d'appel commun (Organisation des Nations Unies)
CEI	Communauté des États indépendants
CERF	Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires
CP	Comité des produits (FAO)
CPA	Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire du PAM
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale (FAO)
CSSD	Sous-Comité consultatif de l'écoulement des excédents (FAO)
ECOSOC	Conseil économique et social
ERC	Coordonnateur des secours d'urgence
ESA	Division de l'économie agricole et du développement (FAO)
ESB	encéphalopathie spongiforme bovine
FA	fièvre aphteuse
FIAN	Information et réseau d'action pour le droit à se nourrir
FICR	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
FSAU	Unité d'analyse de la sécurité alimentaire
NAF	Modèle d'analyse des besoins
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé

ONG	organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
OSC	organisation de la société civile
PAM	Programme alimentaire mondial
PFRDV	pays à faible revenu et à déficit vivrier
PMA	pays les moins avancés
PFRDV	pays à faible revenu et à déficit vivrier
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RAIU	Réserve alimentaire internationale d'urgence
SENAC	Renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence
SICIAV	Systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité
SMIAR	Système mondial d'information et d'alerte rapide
SPLM	Mouvement de libération du peuple soudanais
UE	Union européenne
UMR	Importations commerciales habituelles
UNHCR	Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USDA	Département de l'agriculture des États-Unis
VIH/SIDA	virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise

Note explicative

Les informations statistiques contenues dans le présent numéro de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* ont été élaborées à partir des données dont disposait la FAO en novembre 2003.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont utilisés:

- = néant ou négligeable (dans les tableaux)
- ... = non disponible (dans les tableaux)
- \$ = dollars des États-Unis

Dates et unités

Les années ou groupes d'années sont indiqués comme suit:

- 2001/02 = campagne agricole ou commerciale ou exercice à cheval sur deux années civiles
- 2001-02 = moyenne pour les deux années civiles

Sauf indication contraire, les mesures sont celles du système métrique.

«Milliard» = 1 000 millions.

Statistiques

Dans les tableaux statistiques, les totaux sont arrondis et ne correspondent donc pas nécessairement à l'addition des unités. Les variations annuelles et les pourcentages de variations sont calculés en tenant compte des décimales.

Indices de la production

Les indices FAO de la production agricole indiquent le niveau relatif du volume total de la production agricole de chaque année par rapport à la période de base 1989-91. Ils sont fondés sur la somme des quantités pondérées par les prix des différents produits agricoles après déduction des quantités utilisées comme semences ou aliments pour animaux (pondérées de la même façon). Le total qui en résulte représente par conséquent la production disponible pour toute autre utilisation que les semis ou l'alimentation animale.

La formule utilisée pour le calcul de tous les indices, aux niveaux national, régional ou mondial, est celle de Laspeyres. La production de chaque produit est pondérée par la moyenne des cours internationaux du produit pendant la période 1989-91 et les quantités produites chaque année sont additionnées. Pour obtenir l'indice, on divise la production totale pour une année donnée par la production moyenne pour la période de base 1989-91.

Indices du commerce

Pour les indices du commerce des produits agricoles, la période de base est également 1989-91. Tous les produits et tous les pays figurant dans *l'Annuaire FAO du commerce* sont pris en compte. Les indices du total des produits alimentaires comprennent les produits comestibles généralement classés comme denrées alimentaires.

Tous les indices prennent en compte l'évolution de la valeur courante des exportations (franco à bord [f.o.b.]) et des importations (coût, assurance et fret [c.a.f.]), exprimée en dollars des États-Unis. Quand les pays évaluent leurs importations sur une base f.o.b., les chiffres sont ajustés à leur valeur c.a.f. approximative.

Les indices relatifs au volume et à la valeur unitaire des produits échangés entre les pays indiquent l'évolution des quantités pondérées par les prix et celle de la valeur unitaire pondérée par le volume. Les coefficients de pondération sont, respectivement, les prix et les volumes moyens de 1989-91, période de base de tous les indices calculés actuellement par la FAO. La formule utilisée pour le calcul des indices est celle de Laspeyres.